

Objet : Modification du règlement RIFSEEP

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commerce Void Vaucouleurs, convoqués le trois décembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérald, Laurent CLAUDE ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Champougnny** : VINCENT Éric ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoît, SACCHIERO Laëtitia, THIRIOT Elise ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; FERIOLI Alain de MOUSTY Michel ; BARREY Patrick de THIRIOT Elise ; CAHU Gérald de CARE Florent ; LAURENT Claude de MARCHAND Martine ; LANTERNE Bruno de KIEFER Sandrine

Secrétaire de séance : MARCHAND Eric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 52

VOTES : Pour : 52 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Modification du règlement RIFSEEP

12/12/2024 Délibération n°97-2024

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE

Par délibération n° 268 2017 du 20 Décembre 2017, le Conseil communautaire a défini le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les agents de catégorie A, B et C.

Le règlement RIFSEEP actuellement en vigueur indique que : « *En cas d'absence, la collectivité appliquera une réduction de 1/21ème du montant mensuel de la prime par jour ouvrés de non-présence dans le service, Ne sont pas prises en compte les absences pour accident du travail, congés de maternité et congés pathologiques liés à la maternité, les autorisations spéciales d'absence et congés payés. Une franchise de 6 jours d'absence est accordée par année civile, la réduction de la part fixe ne commençant à s'appliquer qu'à compter du 7ème jour d'absence* ».

Il est proposé que le sort de l'IFSE suive le sort du traitement dans le cas des absences citée par le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 ou tout autre décret ou réglementation y faisant référence.

Ce décret prévoit pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public le maintien des primes et indemnités, dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés annuels ;
- congés de maladie ordinaire ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle ;
- congés de maternité, de paternité et d'adoption.

Les nouvelles dispositions concernant la fonction publique d'Etat pour les règles relatives à la modulation du régime indemnitaire en cas de congés pour raison de santé n'étant pas directement applicables à la fonction publique territoriale, il est proposé de ne pas maintenir le régime indemnitaire dans les cas suivants :

- congé de grave maladie ;
- congé de longue durée.
- congé de longue maladie

Ainsi, l'IFSE suivra le sort du traitement de la façon suivante :

Congé de maladie ordinaire (CMO) à plein traitement (PT) (y compris cure thermique et hospitalisation couvertes par un CMO)	IFSE à plein traitement
Congé de maladie ordinaire à demi-traitement (DT) (y compris cure thermique et hospitalisation couvertes par un CMO)	IFSE à demi-traitement
Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) anciens congés pour accident de service et congé pour maladie professionnelle (PT)	IFSE à plein traitement
Maternité, paternité, adoption (y compris congé pathologique)	IFSE à plein traitement
Congé Grave Maladie, Congé Longue Maladie (CLM) ou	Suppression

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024 Reçu en préfecture le 19/12/2024 Publié le ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE
Congé Longue durée (CLD) à plein traitement		
Congé Grave Maladie, Congé Longue Maladie (CLM) ou Congé Longue durée (CLD) à demi-traitement	Suppression	
Temps partiel thérapeutique (TPT)	IFSE maintenu dans les mêmes proportions que le traitement	
CMO à PT lors d'un temps partiel thérapeutique	IFSE à plein traitement	
Congés annuels (CA)	IFSE à plein traitement	
Jours de compte épargne temps (CET)	IFSE à plein traitement	
Autorisation spéciale d'absence (ASA)	IFSE à plein traitement (sauf si l'absence engendre du service non fait, IFSE retenue)	
Formation professionnelle	IFSE à plein traitement	
Congé de formation syndicale	IFSE à plein traitement	
Décharge totale ou partielle de service pour exercer un mandat syndical (DAS)	IFSE à plein traitement selon la réglementation en vigueur.	
Grève	IFSE retenue	
Période de préparation au reclassement	IFSE non garantie	
Congé parental, disponibilité d'office pour raison de santé (avec ou sans versement des IJ dites de coordination ou avec maintien du demi-traitement dans l'attente d'une décision de la collectivité subordonnée à l'avis d'une instance médicale), suspension de fonction, exclusion temporaire de fonction, congé de proche aidant, congé de solidarité familiale	Suppression	

En cas de modification réglementaire, le règlement sera modifié. La collectivité appliquera les dispositions réglementaires ou juridiques existantes.

CIA :

Le règlement RIFSEEP indique que : « *Après 6 jours d'absence, un 1/360 s'applique par jour d'absence, l'abattement de la part variable ne commençant à s'appliquer qu'à compter du 7ème jour d'absence.*

Les congés de maladie pris pendant la période du 1er décembre de l'année N-1 au 30 novembre de l'année N seront comptabilisés. »

Sachant que le montant individuel du CIA est fixé en tenant compte de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent, il est proposé de ne plus appliquer de coefficient de minoration en cas d'absence et de supprimer ce paragraphe.

Les dispositions suivantes sont maintenues :

- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et adoption, autorisations spéciales d'absence, accident de service, la prime (part fixe et part variable) est maintenue
- En cas de congés de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de la prime (part variable) est suspendu.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 25 Novembre 2024

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, **DECIDE** de modifier le règlement RIFSEEP ci annexé avec les modifications susmentionnées. Ces modalités seront appliquées en 2025 pour l'IFSE et dès Décembre 2024 pour le CIA.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 03/12/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment en son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment en son article 88 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 fixant les équivalences de grade entre la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat et modifié par décret n°2015-661 du 10 juin 2015 ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le Décret n° 2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2014 portant application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés

d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte

sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014- 513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (Journal officiel du 12 août 2017) ;

Vu l'Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'Arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Article 1 – Principe

Le RIFSEEP prévoit la suppression de toutes les autres primes de même type (IAT, IEMP, ISS, IFTS et PFR). Elles sont remplacées par un nouveau régime indemnitaire appelé RIFSEEP, qui se compose de deux éléments :

- **l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)**, indemnité principale et fixe, versée mensuellement en fonction de l'expérience professionnelle et de certains critères
- **le complément indemnitaire annuel (CIA)**, indemnité variable, facultative et non reconductible, versée annuellement en fonction de la manière de servir

Article 2 – Les bénéficiaires

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est applicable aux agents de la Fonction Publique d'État, un arrêté des ministères concernés venant l'appliquer aux fonctionnaires de chaque ministère.

Le régime indemnitaire est accordé aux agents de catégorie A, B et C **fonctionnaires**, dès le premier jour du recrutement :

- Titulaires, stagiaires
- Recrutés sur un emploi à temps complet ou à temps non complet
- Exerçant à temps plein ou à temps partiel

Le régime indemnitaire est accordé aux agents de catégorie A, B et C **contractuels** :

- Non titulaires (art.136 loi de 1984) de droit public et de droit privé
- Recrutés sur un emploi à temps complet ou à temps non complet
- Exerçant à temps plein ou à temps partiel

Article 3 – Grade concernés

Les grades concernés par le RIFSEEP sont :

1. Filière administrative

- Attaché territorial principal,
- Attaché territorial,
- Rédacteur principal de 1ère classe,
- Rédacteur principal de 2ème classe,
- Rédacteur,
- Adjoint administratif principal de 1ère classe,
- Adjoint administratif principal de 2ème classe,
- Adjoint administratif

2. Filière animation

- animateur principal de 1ère classe,
- animateur principal de 2ème classe,
- animateur,
- Adjoint d'animation principal de 1ère classe,
- Adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- Adjoint d'animation

3. Filière technique

- Technicien principal de 1ère classe,
- Technicien principal de 2ème classe,
- Technicien,
- Adjoint technique principal de 1ère classe,
- Adjoint technique principal de 2ème classe,
- Adjoint technique

4. Filière culturelle

- Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe,
- Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe,
- Adjoint territorial du patrimoine

Non éligible :

- *Assistant enseignant artistique principal 1ère classe*
- *Assistant enseignant artistique principal 2ème classe*
- *Assistant d'enseignement artistique*

Les assistants d'enseignement artistiques sont actuellement exclus. Dès la publication de l'arrêté, l'IFSE leur sera applicable.

5. Filière médicosociale

- Puéricultrice,
- Infirmier territorial en soins généraux,
- Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle,

- Educateur de jeunes enfants,
- Agent social principal de 1ère classe,
- Agent social principal de 2e classe,
- Agent social,
- ATSEM principal de 1ère classe,
- ATSEM principal de 2e classe
- Auxiliaire de puériculture de classe normale
- Auxiliaire de puériculture de classe supérieure

Article 4 – Modalités de calcul de l'IFSE

1. Détermination des groupes de fonctions et des montants maximum

L'IFSE est une indemnité calculée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;

Ce critère, explicite, fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets.

- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;

Il s'agit là de valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes, dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent.

Par ailleurs, les formations suivies, les démarches d'approfondissement professionnel sur un poste comme les connaissances pratiques assimilées au fur et à mesure de l'exercice des fonctions per- mettent aux agents d'enrichir, voire d'élargir leurs compétences et savoir-faire.

- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les sujétions spéciales correspondent à des contraintes particulières liées, par exemple, à l'exercice de fonctions itinérantes.

L'exposition de certains types de poste peut, quant à elle, être physique. Elle peut également s'opérer par une mise en responsabilité prononcée de l'agent, notamment dans le cadre d'échanges fréquents avec des partenaires internes ou externes à l'administration.

Enfin, il peut également être tenu compte des sujétions liées à l'affectation ou à l'aire géographique d'exercice des fonctions dans la détermination des critères professionnels.

Les sujétions qui font déjà l'objet d'une indemnisation dans le cadre de dispositif indemnitaire cumulable avec le RIFSEEP ne doivent pas être prises en compte lors de la répartition des fonctions-types au sein des différents groupes de fonctions

correspondant aux fonctions les plus lourdes.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE

Agents de catégorie A

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux :**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des attachés territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : Agent exerçant des fonctions de Direction générale de la collectivité, de management stratégique et d'arbitrage	0	36210
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions de direction adjointe, de management stratégique et d'arbitrage	0	32130
	Groupe 3 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement, de coordination nécessitant une expertise et	0	25500
	Groupe 4 : Mission nécessitant une qualification ou une expertise particulière, sans encadrement de service	0	20400

Agents de catégorie B

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux :**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des rédacteurs		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	17 480,00
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	16 015,00
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ ou tenus à des sujétions particulières	0	14 650,00 10

Agents de catégorie C

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
 Reçu en préfecture le 19/12/2024
 Publié le
 ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- les arrêtés du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État et du 26 novembre 2016 portant application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : coordination d'équipe, Responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	11 340
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	10 800

FILIERE TECHNIQUE

Agents de catégorie B

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des techniciens territoriaux**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- L'Arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Cadre d'emplois des techniciens		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière technique	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	19 660,00
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	18 580,00
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	17 500,00

Agents de catégorie C

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des adjoints technique territoriaux :**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- L'arrêté du 28 avril 2015 modifié par arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière technique	Groupe 1 : coordination d'équipe, Responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, habilitations réglementaires, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	11 340
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	10 800

FILIERE MEDICOSOCIALE

Agents de catégorie A

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des puéricultrices**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des puéricultrices		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	19 480,00

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024	
		Reçu en préfecture le 19/12/2024	
	Groupe 2 : Agents n'exerçant pas des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	Publié le	
		ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE	15 300,00

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	19 480,00
	Groupe 2 : Agents n'exerçant pas des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	15 300,00

Agents de catégorie B

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technique et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	9 000

Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles		Envoyé en préfecture le 17/12/2024
		Reçu en préfecture le 19/12/2024
		Publié le
		ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE 8 010

Les nouveaux plafonds en catégorie B sont inférieurs à l’ancien corps de correspondance provisoire applicables jusqu’au 31 décembre 2022.

FILIERE SOCIALE

Agents de catégorie A

- Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d’emplois des éducateurs de jeunes enfants

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d’emplois des éducateurs jeunes enfants		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d’encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	14 000,00
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d’encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	13 500,00
	Groupe 3 : Agents n’exerçant pas de fonction d’encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	13 000,00

Agents de catégorie C

- Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d’emplois des agents sociaux territoriaux

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- les arrêtés du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l’État et du 26 novembre 2016 portant application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense dont le régime indemnitaire

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d’emplois des agents sociaux territoriaux et agentsterritoriaux	Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
---	----------------------	------------------------------------

Filière sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technique et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	11 340
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	10 800

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

— les arrêtés du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État et du 26 novembre 2016 portant application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense dont le régime indemnitaire

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technique et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	11 340
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	10 800

FILIERE CULTURELLE

Agents de catégorie C

- **Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine**

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

— l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des **adjoints territoriaux du patrimoine**

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine	Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
---	----------------------	------------------------------------

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024	
		Reçu en préfecture le 19/12/2024	
Filière culturelle	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	Publié le 0	11 340
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	10 800
		ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE	

FILIERE SPORTIVE

Agents de catégorie B

- Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour lecadre d’emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratives de l’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des animateurs territoriaux

Cadre d’emplois des éducateur territoriaux des activités physiques et sportives		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sportive	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d’accueils collectifs de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets enfance, jeunesse ou éducation, encadrement direct, conduite de dossiers complexes	0	17 480,00
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d’animation et de coordination des équipes, organisation et gestion des équipements, conduite de dossiers complexes	0	16 015,00
	Groupe 3 : Agents n’exerçant pas de fonction d’encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	14 650,00

FILIERE ANIMATION

Agents de catégorie B

- Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d’emplois des animateurs territoriaux

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratives de l’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des animateurs territoriaux

Les groupes et montants permettant de définir le montant plafond de l'IFSE sont les suivants :

Cadre d’emplois des animateurs	Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
--------------------------------	----------------------	------------------------------------

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024	
		Reçu en préfecture le 19/12/2024	
Filière animation	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets enfance, jeunesse ou éducation, encadrement direct, conduite de dossiers complexes	Publié le 0	17 480,00
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'animation et de coordination des équipes, organisation et gestion des équipements, conduite de dossiers complexes	0	16 015,00
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	14 650,00

Agents de catégorie C

- Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums pour le cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux

Le montant de l'IFSE dépend de montants plafonds définis par :

- les arrêtés du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État et du 26 novembre 2016 portant application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense dont le régime indemnitaire est pris en référence pour le cadre d'emplois des **adjoints d'animation territoriaux**

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière animation	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d'accueil collectif de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets d'enfance, jeunesse ou éducation	0	11 340
	Groupe 2 : fonctions polyvalentes d'animateur, développement d'actions d'animation	0	10 800

Détermination des montants individuels

Le Président, par arrêté, fixe le montant individuel de l'IFSE en tenant compte des critères suivants :

- sujétions particulières (horaires décalés récurrents, travail récurrent de week-end, environnement bruyant, etc.)
- responsabilités particulières
- technicité, expertise, analyse
- autonomie
- polyvalence
- accueil / relation avec usagers
- animation
- encadrement
- habilitation réglementaire
- expérience professionnelle

2. Modalité de maintien ou de suppression de l'IFSE

L'IFSE suivra le sort du traitement de la façon suivante :

Congé de maladie ordinaire (CMO) à plein traitement (PT) (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	traitement
Congé de maladie ordinaire à demi-traitement (DT) (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	IFSE à demi-traitement
Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) anciens congés pour accident de service et congé pour maladie professionnelle (PT)	IFSE à plein traitement
Maternité, paternité, adoption (y compris congé pathologique)	IFSE à plein traitement
Congé Grave Maladie, Congé Longue Maladie (CLM) ou Congé Longue durée (CLD) à plein traitement	Suppression
Congé Grave Maladie, Congé Longue Maladie (CLM) ou Congé Longue durée (CLD) à demi-traitement	Suppression
Temps partiel thérapeutique (TPT)	IFSE maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
CMO à PT lors d'un temps partiel thérapeutique	IFSE à plein traitement
Congés annuels (CA)	IFSE à plein traitement
Jours de compte épargne temps (CET)	IFSE à plein traitement
Autorisation spéciale d'absence (ASA)	IFSE à plein traitement (sauf si l'absence engendre du service non fait, IFSE retenue)
Formation professionnelle	IFSE à plein traitement
Congé de formation syndicale	IFSE à plein traitement
Décharge totale ou partielle de service pour exercer un mandat syndical (DAS)	IFSE à plein traitement selon la réglementation en vigueur.

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024 Reçu en préfecture le 19/12/2024 Publié le ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE
Grève		IFSE retenue
Période de préparation au reclassement		IFSE non garantie
Congé parental, disponibilité d'office pour raison de santé (avec ou sans versement des IJ dites de coordination ou avec maintien du demi-traitement dans l'attente d'une décision de la collectivité subordonnée à l'avis d'une instance médicale), suspension de fonction, exclusion temporaire de fonction, congé de proche aidant, congé de solidarité familiale		Suppression

En cas de modification réglementaire, le règlement sera modifié. La collectivité appliquera les dispositions réglementaires ou juridiques existantes.

3. Périodicité de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement.

4. Clause de revalorisation

Conformément au décret du 20 mai 2014, le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions ;
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Les modifications sont actées par l'autorité territoriale, après délibération en conseil communautaire.

Article 5 – Modalités de calcul du CIA (part variable)

1. Détermination des groupes de fonctions et des montants minimums et maximums

Le montant maximum de la part variable est calculé dans le respect des textes réglementaires (notamment dans la limite des plafonds réglementaires) et compte tenu des possibilités financières de la collectivité. Le plafond annuel dépend lui aussi des groupes de fonctions :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Agents de catégorie A

Cadre d'emplois des attachés		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : Agent exerçant des fonctions de Direction générale de la collectivité, de management stratégique et d'arbitrage	0	6 390
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions de direction adjointe, de management stratégique et d'arbitrage	0	5 670

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024	
		Reçu en préfecture le 19/12/2024	
	Groupe 3 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement, de coordination nécessitant une expertise et	Publié le	4 500
		ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE	
	Groupe 4 : Mission nécessitant une qualification ou une expertise particulière, sans encadrement de service	0	3 600

Agents de catégorie B

Cadre d'emplois des rédacteurs		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	2 380
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	2 185
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	1 995

Agents de catégorie C

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière administrative	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 260
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 200

FILIERE TECHNIQUE

Agents de catégorie B

Cadre d'emplois des techniciens		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière technique	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	2 680
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	2 535
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	2 385

Agents de catégorie C

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière technique	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 260
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 200

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Cadre d'emplois des puéricultrices		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	3 440
	Groupe 2 : Agents n'exerçant pas des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	2 700

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant minimum en €	Montant maximum en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	0	3 440

		Envoyé en préfecture le 17/12/2024	
		Reçu en préfecture le 19/12/2024	
	Groupe 2 : Agents n'exerçant pas des fonctions d'encadrement et dont le poste requiert une expertise	Publié le	
		ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE	000

Agents de catégorie B

Cadre d’emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière médico-sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 230
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 090

FILIERE SOCIALE
Agents de catégorie A

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20241212-97_2024-DE

Cadre d'emplois des éducateurs jeunes enfants		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sociale	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire et dont le poste requiert une expertise	0	1 680
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'encadrement de proximité et dont le poste requiert une expertise	0	1 620
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	1 560

Agents de catégorie C

Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 260
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 200

Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sociale	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 260
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 200

Assistants d'enseignement artistiques : Les assistants d'enseignement artistiques sont actuellement exclus. Dès la publication de l'arrêté, le CIA leur sera applicable.

Agents de catégorie C

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière culturelle	Groupe 1 : coordination d'équipe, responsabilités particulières, emplois nécessitant la maîtrise d'une compétence avec formation spécifique, technicité et analyse particulière, compétences et connaissances professionnelles spécifiques	0	1 260
	Groupe 2 : emploi nécessitant des compétences et connaissances professionnelles	0	1 200

FILIÈRE SPORTIVE

Agents de catégorie B

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière sportive	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets enfance, jeunesse ou éducation, encadrement direct, conduite de dossiers complexes	0	2 380
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'animation et de coordination des équipes, organisation et gestion des équipements, conduite de dossiers complexes	0	2 185
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	1 995

FILIERE ANIMATION

Agents de catégorie B

Cadre d'emplois des animateurs		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière animation	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets enfance, jeunesse ou éducation, encadrement direct, conduite de dossiers complexes	0	2 380
	Groupe 2 : Agents exerçant des fonctions d'animation et de coordination des équipes, organisation et gestion des équipements, conduite de dossiers complexes	0	2 185
	Groupe 3 : Agents n'exerçant pas de fonction d'encadrement et/ ou nécessitant une expertise et/ou tenus à des sujétions particulières	0	1 995

Agents de catégorie C

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux		Montant minimum en €	Montant maximum réglementaire en €
Filière animation	Groupe 1 : Agents exerçant des fonctions de directeur d'accueil collectif de mineurs, fonctions de coordination ou de pilotage des projets d'enfance, jeunesse ou éducation	0	1 260
	Groupe 2 : fonctions polyvalentes d'animateur, développement d'actions d'animation	0	1 200

2. Détermination des montants individuels

Le Président, par arrêté, fixe le montant individuel du CIA en tenant compte de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent.

Elle tient compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de l'entretien d'évaluation annuel individuel :

- **efficacité dans l'emploi** : fiabilité, respect des délais et des objectifs, ponctualité, recherche d'économie
- **les compétences professionnelles et techniques** : connaissances professionnelles, polyvalence, effort d'adaptation à l'emploi, effort de formation, aptitudes au changement, respect

des règles d'hygiène et de sécurité

➤ **tenue de l'emploi** : dynamisme, esprit d'initiative, disponibilité, participation à la collectivité, discrétion, représentation de la collectivité à l'extérieur

➤ **relations humaines / esprit d'équipe / encadrement** : relations intra et inter services, capacité d'écoute et/ou aptitude à manager, relations avec l'extérieur (usagers, partenaires, entreprises), sens de l'accueil, fermeté, continuité du service public

L'article 4 du décret RIFSEEP prévoit la possibilité de verser un complément indemnitaire annuel, en une ou deux fractions, afin de tenir compte de l'engagement professionnel et de la manière deservir.

L'appréciation de cette dernière se fonde sur l'entretien professionnel. Dès lors, il pourra être tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Plus généralement, seront appréciés la valeur professionnelle de l'agent, son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions, son sens du service public, sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail. La connaissance de son domaine d'intervention, sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes comme son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel pourront ainsi être prises en compte.

Rien ne fait donc obstacle à ce que l'investissement collectif d'une équipe autour d'un projet porté par le service soit pris en considération dans l'attribution du complément annuel.

Par ailleurs, les attributions individuelles seront comprises entre 0 et 100% du montant maximal fixé pour chaque groupe de fonction.

3. Modalité de maintien ou de suppression du CIA

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime et au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et adoption, autorisations spéciales d'absence, accident de service, la prime (part fixe et part variable) est maintenue
- En cas de congés de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de la prime (part fixe et part variable) est suspendu

En cas de modification réglementaire, le règlement sera modifié. La collectivité appliquera les dispositions réglementaires ou juridiques existantes.

4. Périodicité de versement du CIA

Le CIA fait l'objet d'un versement unique en décembre de chaque année.

Les montants versés au titre du complément indemnitaire n'ont pas vocation à être reconduits automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 6 – Date d'effet

Le présent règlement prend effet à compter du 1er janvier 2022

L'attribution individuelle décidée par l'autorité territoriale fait l'objet d'un arrêté individuel. Les crédits correspondants sont prévus aux budgets primitifs 2022 et suivants.